

Pouvoirs
dans la Caraïbe

Pouvoirs dans la Caraïbe

Revue du CRPLC

14 | 2004

Identité et politique dans la Caraïbe insulaire

Présentation

Fragments d'une Caraïbe en projet

Michel Giraud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/239>

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 14 janvier 2004

Pagination : 13-16

ISBN : 2-7475-7061-4

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Michel Giraud, « Présentation », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 14 | 2004, mis en ligne le 14 janvier 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/239>

© Pouvoirs dans la Caraïbe

PRESENTATION :

FRAGMENTS D'UNE CARAÏBE EN PROJET

par Michel GIRAUD
Chercheur CNRS
Membre du CRPLC
Université des Antilles et de la Guyane

Alors que les effets négatifs de la « mondialisation libérale » renforcent leurs traits un peu partout et déstabilisent la vie physique, économique, sociale et politique d'un grand nombre de pays, les sociétés caraïbéennes dans leur ensemble paraissent – tels des fétus de paille face à la tornade – bien mal armées pour tenter de relever les défis que constituent ces effets. Elles sont, en effet, de taille très modeste ou même, concernant certaines, minuscule, sont situées à l'écart des grands courants d'échanges mondiaux, n'ont que très peu de ressources naturelles et celles dont elles disposent – notamment la beauté de leurs sites naturels et la douceur de leur climat, sur lesquelles il est tenté depuis plusieurs décennies d'asseoir le développement d'une « industrie » touristique – les placent dans une grande dépendance vis-à-vis de puissants intérêts internationaux auxquels elles ne peuvent que difficilement résister. *Last but not least*, la région du monde que ces sociétés constituent est fragmentée par d'importantes barrières politiques, culturelles et linguistiques qui enferment chacune dans plus encore qu'une insularité, dans un « insularisme ».

Il y a dans cette fragmentation l'indication d'un élément à proprement parler tragique : c'est au moment où la promotion des intérêts de la région exige la plus forte coopération et la meilleure intégration possibles des composantes de celle-ci, et alors même que des efforts sont faits en ce sens, que se développent, à l'inverse, des mouvements de repli chauvin sur les identités étroitement définies. Un repli dans lequel ses promoteurs voient probablement la bonne réponse aux menaces apportées par ladite « mondialisation » alors qu'il ne fait, en définitive,

que dresser un obstacle supplémentaire à l'unité régionale, loin d'être acquise, qui pourrait permettre de mieux lutter contre ces menaces. Certes cette tragédie ne se donne pas à connaître dans la seule Caraïbe. Mais c'est une mince consolation qui ne parvient pas à faire oublier, entre autres paradoxes vécus par les Caraïbéens, qu'à l'heure où vient d'être établie une Association des Etats de la Caraïbe des passions xénophobes, allant jusqu'aux pogroms, s'exacerbent en Guadeloupe contre les immigrants dominicains et haïtiens. Ou qu'alors que font florès les discours sur les bienfaits de la coopération scolaire et universitaire régionale, après des décennies d'éloge de l'Antillanité, les communautés éducatives antillaises et guyanaise se séparent en trois académies distinctes et l'unité de l'Université des Antilles et de la Guyane est mise en question. *Small is beautiful!*

Le pire est atteint quand à la fragmentation générale de la région vient s'ajouter le compartimentage ethnique particulier de certains pays qui la composent. Bien sûr, en cette matière, on pense, au premier chef, aux sociétés méridionales de l'arc caraïbe (Trinidad, Guyana et Suriname), que l'on dit « plurales » tant elles sont clivées par une ligne de fracture que définissent les origines diverses de leur population. L'article que Ralph Premdas a donné au dossier qui est ici publié montre de manière très informée et convaincante, en examinant le cas de Trinidad, pays où il vit, à quel point est fondée l'inquiétude qu'il convient de nourrir face aux risques que fait courir à la vie démocratique ce qu'il appelle « la monstruosité d'un antagonisme ethnique prêt à exploser ». Mais on aurait tort de se rassurer à peu de frais en faisant de ces sociétés de radicales exceptions à une tolérance de la diversité ethnique qui serait la règle dans la plupart des formations sociales caraïbéennes. Cela est loin d'être le cas. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler, parmi beaucoup d'autres indices, le sort déplorable réservé en République Dominicaine aux migrants haïtiens (qui, dans un passé pas si lointain, a conduit, sous la dictature de Rafael Trujillo, à leur massacre), le mépris avec lequel sont souvent traités les « Noirs » des îles de colonisation espagnole (Cuba, Porto Rico, République Dominicaine, dont les populations sont dans leur ensemble plus « claires » qu'ailleurs

dans la Caraïbe), pour ne parler que d'elles, le peu de cas qui est fait, dans ces îles, de l'héritage africain de leur culture, comme Aarón Ramos le signale pour ce qui est de Porto Rico dans sa contribution au dossier ici présenté, l'ostracisme qui frappe traditionnellement les personnes d'origine est-indienne dans les anciennes colonies britanniques et françaises, le rejet dont font fréquemment l'objet les immigrants caraïbéens aussi bien à Porto Rico qu'en Guadeloupe ou en Guyane.

L'exclusivisme identitaire tend donc à prévaloir dans les pays de la Caraïbe, comme ailleurs, en prétendant imposer l'alignement des loyautés politiques sur les affiliations culturelles. Et pourtant, la réalité sociale de ces pays continue à ne pas se laisser plier aisément à cette prétention et dans le tréfonds de leurs populations une sorte de volonté ne cesse pas de s'y opposer. Nous tentons de montrer, dans notre propre contribution au présent dossier, que cette volonté vient de loin. C'est qu'elle est nourrie de ce que l'on peut appeler « la leçon créole », celle de l'expérience historique de peuples qui, placés par l'esclavage dans un total dénuement, ont dû réinventer toutes choses en ne pouvant s'appuyer pour ce faire sur les maigres lambeaux de mémoire qui leur restent des civilisations dont ils ont été arrachés et, surtout, s'appropriier les savoirs et les valeurs qu'on leur a brutalement imposés pour les retourner à leur profit en « armes miraculeuses ». Des peuples qui n'ont donc pas pu se permettre le luxe de trop sacrifier à l'illusoire recherche d'une prétendue pureté originelle, occupés qu'ils étaient et sont encore à « faire feu de tout bois », de tous les apports qu'ils ont reçus, bon gré ou malgré, pour conquérir leurs droits.

Si l'on considère que, comme notre contribution au présent dossier l'affirme, la Caraïbe est une région à construire – selon des principes et des règles qui sont encore à définir – davantage qu'elle n'est déjà construite, alors l'on sait sans hésiter que la priorité de cette construction est de remédier à l'insuffisant partage par les Caraïbéens de toutes origines – à l'intérieur de chacune de leurs sociétés comme entre elles toutes – d'un système de valeurs et de normes qui leur serait commun, sans lequel, on le sait bien, il n'est ni de citoyenneté véritable ni d'intégration durable. Car, comme l'article de Ralph Premdas et le

nôtre convergent à le souligner dans ce dossier, ces sociétés sont trop diverses pour que les groupes d'origines différentes qui les constituent puissent se tenir ensemble dans l'égalité sans qu'un tel partage soit assuré.

C'est dire la nécessité de décrocher, dans toute la Caraïbe, les formes de l'organisation et les modes d'action politiques d'une quelconque soumission aux filiations culturelles et aux allégeances communautaires. A ce titre, « la claire distinction entre les sphères culturelle et politique » dont Aarón Ramos nous rappelle, dans l'article qu'il a donné pour le présent dossier, qu'elle est au centre du projet de création de l'Etat libre associé de Porto Rico, a – au-delà de l'utilisation stratégique particulière qu'en a fait sur la scène portoricaine le Parti Populaire et Démocratique – une portée générale qui concerne tous les autres Caraïbéens, à commencer par ceux des trois départements français d'Amérique, qui vivent, eux aussi, un divorce marqué entre leur citoyenneté et leur identité culturelle. Un divorce dont la réflexion qu'il nourrit ne doit pas, selon nous, s'arrêter à la seule analyse de l'affrontement entre « deux nationalismes » particuliers, dont se préoccupe justement notre collègue portoricain, mais aller jusqu'à un examen de la problématique nationaliste en général et de la validité de l'idée même de nation en ce qui concerne les pays de la Caraïbe. Nous avons, dans une précédente livraison de cette revue¹, présenté une esquisse de cet examen. En lisant le présent dossier, ses lecteurs se convaincront qu'un tel débat est loin d'être achevé.

¹ « Après la colonie, la nation ? Le devenir politique des départements français d'Amérique en question », *Pouvoirs dans la Caraïbe*, n° 12, 2001, pp. 79-109.